

Habitat & Collectivités Locales N° 24
Informations du 3 au 9 octobre 2009

Nouvelle formule – n° 24 – 12 octobre 2009 – VERSION GRATUITE (TRÈS) ALLÉGÉE

Editorial

Polémiques et controverses !

Polémiques et controverses, cette semaine plus encore autour des conditions du passage en force (au moins du point de vue des élus de la région) du projet de Grand Paris.

Polémiques et controverses, encore une fois, autour du patronyme de notre Président : son fils est-il légitime pour le poste d'aménageur en chef de La Défense, premier quartier d'affaires d'Europe ?

Polémiques et controverses à la suite de la campagne de publicité de la région Ile-de-France sur les transports.

Polémiques et controverses, et ce n'est que le début, au sujet de l'amendement sénatorial ouvrant - certes timidement - la possibilité de péages urbains.

Un peu parisien tout ça direz vous ? Attendez vous à des polémiques et controverses quand il faudra supprimer, réunir de force des organismes HLM un peu partout en France car, comme le dit et le répète Benoist Apparu, « *il faut construire là où il y a des besoins* » !

Il précise d'ailleurs que la « *performance énergétique est au cœur de* (sa) *politique* » et les meilleurs spécialistes sont – à juste titre – prêts à en contester les modes de calcul. Polémiques et controverses !

Sans vouloir faire naître la moindre polémique, on se demande bien sur quoi se base notre jeune et nouveau secrétaire d'Etat au logement et à l'urbanisme pour marteler ainsi et laisser entendre que l'on aurait trop construit là où il n'y a pas de besoin ? A part les exemples maintes fois dénoncés - dans quelques régions spécifiques - de programmes immobiliers « défiscalisés », on ne voit guère de surproduction flagrante de logements, en particulier sociaux, dans notre beau pays.

Sans vouloir engager de controverse, de tels propos ministériels ne sont ils pas une manière politicienne de répondre à côté de la question ? Le risque est-il vraiment de « trop produire » ici ou là ? Les opérateurs, et tout particulièrement les organismes HLM et les SEM aux côtés des élus locaux sont-ils à ce point engagés dans une frénésie de construction ?

Foin de polémique et de controverse !

Guy Lemée

Cette semaine, sans la moindre polémique, Jean-François Auby, un fin connaisseur des administrations publiques locales, lui même passé par la « préfectorale », nous annonce la nécessaire mutualisation des services à l'aube de la réforme des collectivités. Il est vrai que l'on a pour l'heure plutôt assisté à une multiplication des hiérarchies et des effectifs du fait de la décentralisation…
Et sans vouloir la controverse, Michel Sabard qui aura, entre autres aventures, formé des générations d'architectes à la démarche environnementale nous parle du changement de paradigme dont il faut avoir conscience dès aujourd'hui au moins en matière d'énergie !
On leur donne volontiers la plume…

INFO : le module permettant de souscrire gratuitement en ligne un abonnement d'essai a été l'objet d'un incident technique ; merci de vous ré-inscrire, le cas échéant, en suivant ce lien http://hcl.inventaires.fr

La plume à …

Jean-François Auby
Ancien haut fonctionnaire diplômé de l'ENA, spécialiste reconnu de la gestion déléguée notamment, il conseille régulièrement des collectivités locales.

(court extrait)

Collectivités locales : l'heure de la mutualisation !

Chacun aura noté, au moment où s'engage la réforme des collectivités territoriales, que l'un des objectifs majeurs de cette réforme est de réduire les effectifs publics locaux afin de réduire le poids du financement de l'administration locale dans l'ensemble des prélèvements obligatoires.

(…)

Le chantier, on le voit, est considérable. Il ne fait que s'ouvrir. Des solutions encore plus innovantes devront être trouvées, comme la constitution de centres de ressources, la création de centres d'appel, l'externalisation d'un certain nombre de missions, la multiplication de l'emploi à temps partie, du télétravail, du travail à domicile, toutes choses encore embryonnaires dans notre administration locale.

Certes, le statut de la fonction publique territoriale et le poids des habitudes constituent autant de freins, mais c'est par l'innovation dans la gestion de leurs moyens que les élus locaux pourront regagner une image plus positive dans le corps social.

Jean-François Auby

(court extrait)

Michel Sabard, *architecte et docteur en urbanisme, est un des pionniers, notamment avec son ancien complice Pierre Lefebvre, de la réflexion sur l'urbanisme, l'architecture et la démarche environnementale.*

Energie : de la nécessité de prendre en compte toutes les contraintes.

Un article du journal le Monde du 8 octobre dernier sous le titre ″Energie le régime light commençait par : *″On se croirait revenu au premier choc pétrolier (1973)″* . Il ne se passe plus de jours sans qu'un dossier de la presse spécialisée ou généraliste soit consacré aux nouveaux enjeux auxquels nous sommes confrontés : c'est que les politiques dans les réunions internationales fixent des objectifs !

Mais aujourd'hui, contrairement à ce que le début de l'article du ″Monde″ pourrait laisser entendre, il ne faut pas parler uniquement d'économies d'énergie, mais de qualité environnementale, que ce soit dans l'aménagement, l'urbanisme ou dans les bâtimentsL'urgence d'atteindre les objectifs plonge les acteurs que je cite plus haut dans des difficultés d'aborder sereinement leur travail. Un nombre incroyable de textes officiels ou non paraissent pour appuyer les modifications attendues, ils sont publiés sans questionner les textes existants. Des certifications se succèdent sur des ″démarches ″(HQE®, bientôt écoquartiers, etc.) qui avaient du sens quand elles ont été écrites, avant d'avoir été confrontées à la pratique. Les Maîtres d'Ouvrages s'en protègent sans vérifier toujours si elles répondent clairement à leurs objectifs.
(…)
Cette énumération n'a pas la prétention d'être exhaustive. Elle fait malgré tout apparaître que cette évolution ne se fera pas sans un changement d'habitudes radical de tous les acteurs, des politiques, des investisseurs aux utilisateurs.

Michel Sabard

Textes

Journaux officiels (JORF / JOUE) du 3 au 9 octobre 2009

ANRU - Conseil d'administration - Représentants de l'Etat
Arrêté du 1er (…)

Fonds de garantie de la caisse de garantie du logement locatif social
Arrêté du (…)

Association départementale d'information sur le logement de la Côte d'Or
Arrêté du 30 (…)

Assainissement non collectif - Prescriptions techniques
Arrêté du 7 (…)

Assainissement non collectif – Contrôle
Arrêté du 7 (…)

Assainissement non collectif - Vidange – Agrément
Arrêté du 7 septembre (…)

Traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DALO »
Arrêté du 24 (…)

Fonds régionaux d'aménagement foncier et urbain - Subvention de l'Etat
Arrêté du 16 (…)

Protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de la Méditerranée
LOI n° 2009-1186 du 7 octobre 2009 autorisant l'approbation
http://www.admi.net/nor/?code=MAEJ0823647L

Fabienne Keller au conseil d'administration de Réseau ferré de France (RFF)
http://www.admi.net/nor/?code=DEVT0920842D

Parlement

Engagement national pour l'environnement (Grenelle II)
Projet de loi adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, le 8 octobre 2009
Sénat - Projet de loi en navette - 2009-10-08
http://www.senat.fr/dossierleg/pjl08-155.html

Projet de loi / Proposition de loi

Lutte contre le logement vacant : une proposition de plusieurs sénateurs, dont T. Repentin qui est « aussi » président du Mouvement HLM
http://www.senat.fr/leg/ppl08-631.html

Questions parlementaires / réponses ministérielles

Relogement dans le cadre d'une opération ANRU
(…)

Règles d'urbanisme applicables à l'installation de panneaux photovoltaïques.
L'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur un toit de maison entraîne (…)

Transformation des plans d'occupation des sols (POS) en plan local d'urbanisme (PLU) - Date limite du 1er janvier 2010
(…) il est toujours possible de procéder à une révision générale du POS qui, à terme, (…)

Permis de construire - Dépassement du COS - Constructions remplissant des critères de performance énergétique
L'article L. 128-1 du code de (…)

PLU - Réglementation - Délai de consultation de l'Etat
Le projet de plan local d'urbanisme (PLU) arrêté doit être transmis à chacune des personnes publiques associées, mentionnées explicitement à l'article L. 121-4 du code de l'urbanisme. Ces personnes publiques sont représentées par (…)

Permis de construire - Constructions illégales
Au terme d'une jurisprudence (…)

Obligations de débroussaillement - Terrains voisins
L'obligation de débroussailler incombe (…)

Jurisprudence

Atteinte à l'intérêt des lieux avoisinants
(…) Considérant qu'une atteinte à l'intérêt des lieux avoisinants (…)

Documentation

Rapports & études

Amélioration de l'habitat des personnes âgées
Remise du rapport Boulmier à Benoist Apparu
L'adaptation de l'habitat au défi de l'évolution démographique fait écho à deux préoccupations qu'expriment les familles en évoquant leur propre situation ou celles de leurs proches: le logement et le vieillissement. Ces domaines, au croisement de plusieurs enjeux, pourvus d'un appareil statistique fourni, sont d'une équivalente complexité…
Pour B. Apparu : « *le vieillissement se heurte à l'inadaptation de l'habitat, des aménagements urbains en général et des espaces publics. Ce phénomène joue un rôle clé dans le déclenchement de la dépendance. Il participe donc pleinement d'une politique de prévention* (...)»
http://www.gouvernement.fr/gouvernement/trente-deux-propositions-pour-adapter-l-habitat-au-vieillissement
MEEDDM - synthèse du rapport –
http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Somm_Synth_Propositions_definitif_24_09_09_cle736a1e.pdf
MEEDDM - Le Rapport
http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT_boulmier_cle112162.pdf
Muriel Boulmier
http://murielboulmier.blogspot.com/

Développer la fluidité des parcours de l'hébergement au logement
En dépit des efforts accomplis pour développer les capacités d'hébergement en faveur des personnes sans domicile, (…)

Les politiques du logement des départements depuis la loi « Libertés et responsabilités locales »
L'ANIL, en collaboration avec (…)

Le logement en Ile-de-France (données 2006)
L'IAU îdF, l'Insee Île-de-France et la Direction régionale de l'Équipement, ont présenté à la presse le 7 octobre l'édition 2009 de l'étude « les conditions de logement en 2006 »

On y apprend pas grand chose de très actuel ni de très surprenant : des confirmations chiffrées et la reformulation d'évidences vécues…
Exemple : « *Moins de 5 500 logements HLM ont été construits par an entre début 2002 et mi 2006 contre 10 000 à 15 000 en moyenne au cours des périodes antérieures.* »
La présentation de cette étude sur le site de l'IAU se termine ainsi
« (… le niveau de construction le plus bas des 35 dernières années (31 000 résidences principales par an) malgré une demande toujours forte creusant le déficit de logements ;
la hausse plus rapide des coûts des logements que des revenus des ménages, et la diminution du parc de résidences principales à destination sociale (locations à bas loyers et acquisitions sociales) qui tirent l'offre de logements vers le haut et entravent la satisfaction de la demande sociale.
Ces deux derniers points marquent le décalage croissant entre offre et demande et interrogent sur l'efficacité des dispositifs fonciers, juridiques et financiers destinés à stimuler la construction de logements en Île-de-France et à développer la production de logements abordables pour les ménages modestes, tant en location qu'en accession. »
Bref, ce n'est pas ainsi et surtout à ce rythme (on est en 2009, non ?) que l'on va améliorer la situation de la connaissance sur ces sujets !
http://www.iau-idf.fr/nos-etudes/detail-dune-etude/etude/les-conditions-de-logement-en-ile-de-france-en-2006-1.html

Livres, articles signalés, notes de lecture

Solaire : l'avenir est au* (logement) *social ?
Un papier d'un avocat sur ce sujet… assez anticipateur. A lire sur son blog :
http://www.arnaudgossement.com/archive/2009/10/10/solaire-l-avenir-est-au-social.html

Réglementer *moins*, réglementer *mieux* ?
« 23 000 pages annuelles au Journal Officiel, 9 000 lois en vigueur et 23 883 décrets, 70 nouvelles lois et 1 500 décrets chaque année, un Code général des impôts comptant plus de 4 500 articles législatifs et réglementaires » Au secours ! Ce constat terrifiant est largement partagé mais rien n'y fait. Et probablement que cette note du Centre d'analyse stratégique, aussi documentée soit-elle, ne sera guère suivi d'effet…
http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/NoteVeille151.pdf

Actualités

Finances, comptabilité, statistiques

Les organismes de logement social - Situation financière et indicateurs des SA et des offices publics de l'habitat
(…)

Chiffres clés 2008 de l'activité de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) pour chacune des régions de France métropolitaine et d'Outre-mer
(…)

On en parle - Revue du web

Logement

Benoist Apparu
Vous avez dit « twitter » ?
http://twitter.com/benoistapparu
http://benoistapparu.com/-Revue-de-Presse-.html

Rapports locatifs
Les statuts de l' « Association pour l'accès aux garanties locatives » (…)

Mouvement HLM

Le Logement Français aurait acquis plus de 1000 logements d'Icade, selon une information publiée par diectgestion.com qui précise que 15.000 euros au logement seraient consacrés à des travaux d'amélioration des performances thermiques
http://www.logementfrancais.fr/contacts
http://www.icade.fr:80/fo/fr/category/icade,fonciere,icade-fonciere-logement.do

Autres acteurs

Caisse des dépôts
Résultats du 1er semestre 2009
http://www.caissedesdepots.fr/fileadmin/Communiqués%20de%20presse/cp/resultats.pdf

Les SEM Locales et le logement (et le secrétaire d'Etat)
http://benoistapparu.com/index.php?page=article&id_article=629

Marchés

Tendances

Londres, Paris et Frankfort demeurent (…)

Développement durable

Thermique
« (…) *nous élaborons avec les professionnels la future réglementation thermique, "RT 2012". Parallèlement, la liste des DTU à réexaminer prioritairement pour 2012 a été définie et les travaux ont bien avancé. Les premiers documents seront présentés à Batimat et 20 à 25 millions seront consacrés à la révision de ces textes. C'est l'Agence Qualité Construction qui a été désignée chef de file de cette opération* (…)» déclare Benoist Apparu au Moniteur (9 octobre)
http://www.cstb.fr/actualites/webzine/editions/septembre-2009/deux-innovations-pour-la-future-reglementation-thermique-2012.html
http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/batiment_durable_cle1f121d-1.pdf
Mais voilà, les modes de calculs conduisent ou risquent de conduire à une approche administrative. D'ailleurs, l'un des meilleurs experts de ces sujets en France, notre ami Alain Bornarel –fondateur du bureau d'études spécialisé TRIBU, ne précise-t-il pas *"Ces calculs sont théoriques et réglementaires. La consommation réelle est plus proche du double de ces valeurs"*, (dans un dossier spécial du Monde de cette semaine) ? Le même, interrogé par la spécialiste du logement (et de l'immobilier) Isabelle Rey – Lefebvre, enfonce le clou *« HQE est en effet une « usine à gaz », avec une démarche prenant mal en compte l'insertion dans le territoire et les transports, sous valorisant l'architecture, et survalorisant des équipements comme les chaudières à condensation ou les ventilations hygroréglables »* !
http://www.tributribu.com/site_internet/Equipe.htm

Péages urbains
Un tabou franchi par le Sénat, même si le texte est finalement promulgué, il ne suffirait certainement à « autoriser » juridiquement une telle initiative locale, à supposer qu'un élu la porte. Le plus franc d'entre eux, le député maire PS de Nantes avoue dans Le Monde qu'il faudrait être fou pour proposer une telle mesure et vouloir se représenter… Bref (*cf.* la presse et les observateurs), les élus sont globalement pour en privé, surtout pour les villes des autres, et sont contre en public sur leurs territoires.
http://www.louisnegre-senateur.fr/wp-content/uploads/2009/09/le-point.pdf
http://www.ump-senat.fr/Le-Senat-a-adopte-un-amendement-au,3566.html
Un peu de documentation sur ce thème :
En 2006, le gouvernement Villepin faisait un point
http://www.europe-international.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=541

Une note du Centre d'analyse stratégique d'il y a un an :
« De nombreuses villes étrangères recourent au péage urbain pour favoriser l'organisation des déplacements dans leur centre-ville, pour réduire la pollution ou pour améliorer l'accessibilité et le cadre de vie urbain, etc. Une agglomération française ne peut le faire à moins qu'une loi ne l'y autorise. À l'issue des travaux du Grenelle de l'environnement, le Président de la République, dans son discours de clôture, a souligné sa volonté de permettre aux collectivités territoriales d'instituer un péage urbain comme l'un des moyens de favoriser un développement durable des transports. Cette note présente une synthèse des différentes formes que recouvre la notion de péage urbain et cherche à définir les principes qui pourraient figurer dans une loi permettant à une collectivité de recourir à ce mode de régulation. »
http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/NoteVeille108.pdf?IdTis=XTC-DFKX-XP1WI-DD-DKJC-JCA

Territoires

Réforme des institutions locales

Le sénat installe une commission (…)

Alain Juppé critique
(citation-extrait) « *le sort réservé aux agglomérations reste flou, au point qu'une nouvelle version du texte de loi serait en circulation. Il est temps de stabiliser le projet ! (…) Mais c'est la réforme de la taxe professionnelle qui, en l'état, me paraît difficilement acceptable*. »
http://www.al1jup.com/?p=618

On en parle - Revue du web (suite)

Economie mixte

Congrès des SEM

Les SEM Locales tenaient congrès … enfin, aujourd'hui, il s'agit de se considérer comme des « entreprises publiques locales » et de ne plus se référer à un seul statut. Donc, c'était le Congrès des EPL les 7 et 8 octobre à Nantes. Mais justement, l'un des sujets qui y a fait débats (houleux même) portait sur la possibilité d'adhésion des éventuelles futures « sociétés locales de partenariat », un peu l'inverse (en négatif) des SPLA… Autre sujet, et c'est bien, le logement après le Congrès HLM, a conduit à quelques interrogations.
http://www.congresdesepl.com/documentation.php

Urbanisme

Les prix de l'Aménagement urbain 2009, organisés par le Groupe Moniteur, ont été remis le 7 octobre 2009 à Paris. Parmi 106 dossiers de candidatures, les villes primées sont Strasbourg, Cernay et Raon l'Etape; et celles mentionnées sont Marseille et Longes.
http://kiosque.groupemoniteur.fr/

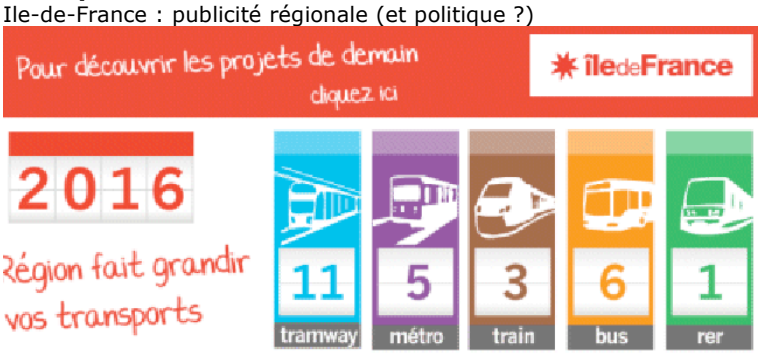
Aménagement du territoire

La Défense (92- presque Paris…)

La présidence de l'Epad, établissement public en charge de l'aménagement du premier quartier d'affaires d'Europe pourrait avoir bientôt un nouveau président au départ de Patrick Devedjian (limite d'âge) qui occupe ce poste, en sa qualité de président du Conseil général des Hauts-de-Seine.
http://www.ladefense.fr/epad_etablissement.php
http://blorg.canalblog.com/archives/2009/10/09/15362407.html
http://www.madefense.info/2009/10/nomination-de-jean-sarkozy.html
http://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_Sarkozy
http://www.sarkozynicolas.com/jean-sarkozy/

Transports

Ile-de-France : publicité régionale (et politique ?)



http://www.iledefrance.fr/transports2009/

Grand Paris

Projet officiel

Après les crises de nerf et d'autorité, le dossier semble pour l'heure bien bouclé comme l'avait mis au point Christian Blanc. Ainsi en témoigne ce communiqué du Conseil des ministres (extraits – citation):
« (…) Ce texte contient les dispositions législatives nécessaires pour permettre la réalisation du Grand Paris, qui a l'ambition de redonner à la région capitale sa place prééminente dans la compétition à laquelle se livrent les grandes métropoles (…). Il donnera à la région capitale les moyens de devenir une référence mondiale dans l'urbanisme de l'après Kyoto. Tirant sa substance des travaux des dix équipes d'architectes qui ont relevé le « grand pari de l'agglomération parisienne » et de ceux du secrétaire d'Etat chargé du développement de la région capitale, le projet de loi a été enrichi par les propositions des élus des collectivités territoriales de la région. (…) Par ailleurs, un réseau structurant de transport par métro

automatique de grande capacité reliera le cœur de la métropole, ces territoires de projet et les portes ouvertes sur le monde que sont les aérogares et les gares TGV.
Pour mettre en œuvre sans délai cette ambition nationale, le projet de loi crée un maître d'ouvrage dénommé Société du Grand Paris. (…) Enfin, il crée les conditions d'un urbanisme de projet qui permettra une mise en œuvre rapide des orientations de développement et d'aménagement définies en partenariat avec les collectivités sous l'impulsion de l'Etat. »

Réactions (parmi d'autres)
Le maire de Sevran (93)
Extrait d'une (forte) citation :
(…) *La méthode de Christian Blanc est presque vieille comme Hérode. Pour être précis elle remonte à 1830 lorsqu'aux Etats pas encore Unis, on développait le chemin de fer en laissant aux constructeurs privés le soin de réaliser les gares en échange de la propriété des terrains alentours qui allaient constituer les nouvelles cités. Au fond, Monsieur Blanc se prend un peu pour Lucky Lucke dans l'album célèbre de Morris « Des rails sur la prairie ». Ce faisant il confond la banlieue parisienne avec le Far West* (…)
http://stephanegatignon.blogs.nouvelobs.com/archive/2009/10/07/grand-paris-acte-i-scene-3-ou-4.html

Frédéric Gilli de la chaire Ville de Sciences-Po (il est le nouveau rédac' chef de la revue « études foncières » et doit y assurer ainsi la -difficile- succession du sourcilleux Joseph Comby) dénonce « *une vision technocratique qui a trente ans de retard sur les processus de décision collective en vigueur dans le monde* » (lu dans le métro dans un quotidien gratuit)
http://gilli.ensae.net/

Les sénateurs PS qualifient le projet de "*tentative de recentralisation archaïque sans ambition*".

Le Président de la Région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon (PS), regrettant dans « le Figaro »
« l'extension de la région jusqu'aux portes du Havre » parle de « soupçons d'affairisme » et d' « un machin complètement ringard qui n'existe nulle part en Europe. »
http://grandparis.over-blog.com/article-jean-paul-huchon---le-grand-paris---une-sequelle-du-jacobinisme--un-machin-completement-ringard--37241264.html
http://www.amif.asso.fr/article.php3?id_article=434

Roger Karoutchi, qui pensait avoir un sérieux ticket pour la candidature UMP à la présidence de la Région IdF justement, précise dans le Monde « *Il n'y a pas de création d'une superstructure territoriale qui s'ajouterait au mille-feuille territorial et qui serait par définition négatif. (…) Mais à partir du moment où le fond du projet ne remet pas en cause les structures territoriales, et crée une société du Grand Paris seulement pour les investissements en matière de transports, l'Etat est plus présent pour organiser la négociation entre les collectivités que pour les supplanter. Donc les départements comme la région n'ont pas de craintes sur leur avenir.* »
http://www.rogerkaroutchi.com/

Yves Jego, député maire UMP en Seine-et-Marne, récent ministre « débarqué » de l'Outre-Mer, semble renouer avec Sarkozy dont il loue l'action dans une déclaration à l'AFP *« Nicolas Sarkozy a fait plus pour la région en 12 mois que son président PS Jean-Paul Huchon et le maire de Paris Bertrand Delanoë en 12 ans »*

Un site Internet anonyme, lui est manifestement pour ce projet (signalé par l'Express) et non sans humour
http://www.citoyensdugrandparis.com/

Financement : rapport Carrez de fin septembre 2009 (rappel)
http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/094000480/0000.pdf

Territoires ruraux
Le ministre en charge, le très discret Michel Mercier, a présenté à la presse au sortir du Conseil des ministres de cette semaine les « orientations de la politique d'aménagement » et (surtout ?) annoncé que la Diact va redevenir la DATAR ! Sont notamment prévus :
- des Assises des territoires ruraux jusqu'en janvier 2010, en vue d'élaborer un programme de développement de leur attractivité
- une nouvelle formule de « pôles d'excellence rurale »devrait voir le jour;
- et (serpent de mer ?) un plan en faveur des services publics en milieu rural sera mis au point avec les autres départements ministériels…
http://www.diact.gouv.fr/IMG/Fichiers/ACTUALITES/20091007_DP.pdf

http://www.projetdeterritoire.com/index.php/Espaces-thematiques/Organisation-territoriale/Actualites/Amenagement-du-territoire-une-nouvelle-ambition-pour-les-territoires

Auvergne : des clusters…

http://www.projetdeterritoire.com/index.php/Espaces-thematiques/Politiques-regionales-et-departementales/Actualites/Region-Auvergne-un-appel-a-projets-a-destination-des-clusters

Solidarité

Santé

Etat des lieux relatif à la composition des coûts mis à la charge des résidents des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EPHAD) – Inspection générale des affaires sociales (IGAS) 8/09 (vient d'être mis en ligne)
http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/094000473/index.shtml

Antennes-relais de téléphonie mobile : controverses sur le coût d'abaissement de la puissance
http://telecom.sia-conseil.com/index.php/uncategorized/grenelle-des-antennes
http://www.agirpourlenvironnement.org/presse/29tchermobile39.htm

Accessibilité

L'accessibilité : condition de l'égalité des chances
La vocation de la Délégation ministérielle à l'accessibilité est de coordonner les actions du ministère dans les différents domaines concernés par l'accessibilité : transports (terrestres, maritimes et aériens), cadre bâti, voirie, espaces publics, bâtiments ou équipements recevant du public…
MEEDDM - Septembre 2009
http://www.developpement-durable.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=896

Professions

Droit

Avoués – la fin de ce particularisme pour 2011 ?
http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/fusion_avocat_avoue_CA.asp

http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-56252QE.htm

http://www.chambre-nationale.avoues.fr/
http://www.chambre.paris.avoues.fr/pages/actualites.html

Europe

Semaine européenne des régions et des villes
http://www.projetdeterritoire.com/index.php/Espaces-thematiques/Europe/Actualites/La-Semaine-europeenne-des-regions-et-des-villes

Garantir l'accessibilité et la non-discrimination aux personnes handicapées - Guide d'information sur l'utilisation du Fonds de cohésion et des Fonds structurels européens
Ce guide d'information vise plus particulièrement à faire mieux comprendre les principes d'accessibilité et de non-discrimination et les obligations qui en découlent en vertu de l'article 16 du règlement général sur les Fonds structurels à propos des besoins spécifiques des personnes handicapées. Ce guide peut être utile aussi aux personnes handicapées, aux organisations qui les représentent et aux organisations qui veulent en apprendre davantage sur le sujet (par exemple celles qui défendent les intérêts des seniors, qui ont tout autant besoin que les principes de l'accessibilité soient respectés)…
EUROPA - Septembre 2009
http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=2740&langId=fr

Les marchés de définition dans la ligne de mire de l'avocat général ! (Affaire Commission c/ France L'avocat général, M. Mazák, a conclu, le (…)

Services et ressources documentaires

Ville accessible à tous "Accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR)" - Série de fiches
Dans le cadre de son programme "Ville accessible à tous", (…)

Bonnes et moins bonnes initiatives – Ici et ailleurs - Polémiques, etc.

Promenade (des Anglais)
http://www.cawa.fr/le-tramway-ne-passera-pas-sur-la-promenade-des-anglais-a-nice-article003248.html

Comptes et mécomptes
http://www.joinville-le-pont.info/article-logements-sociaux-a-joinville-----mensonge---et-dissimulation--37220691.html

Pas donné …
http://www.axel-colin-nantes.com/asp/indexbien4.asp?idB=20331705&idU=8

Quelle énergie !
http://www.ensm-douai.fr/article.php3?id_article=219&lang=fr

Bientôt disponible
http://www.rhone-alpes.drire.gouv.fr/

La caravane passe
http://ccie.over-blog.fr/article-caravane-du-logement-social---jeudi-15-oct--parc-monclar-37303425.html

Défiscalisez, défiscalisez…
http://www.europeansoft.com/logiciel-logissimus.html

Petite annonce (recrutement ?)
http://www.monputeaux.com/2009/10/la-défense-le-site-internet-de-lepgd-détourné-par-un-plaisantin.html

Petite annonce (logement) !!
http://www.projetdeterritoire.com/index.php/Espaces-thematiques/Habitat/Actualites/Logement-reconnaitre-et-lutter-contre-la-discrimination

HLM ossature bois et performances énergétiques…
http://atelier27.over-blog.com/article-hlm-en-ossature-bois-de-la-passivite-a-la-positivite-37214841.html

Les SEM Locales embauchent (petite annonce ?)
http://www.lesepl.fr/result_actu.php?ID=3600

Vous avez dit « sans fil » ?
http://www.agirpourlenvironnement.org/campagnes/c29.htm

Imaginez, construisez et développez les villes de vos rêves



« sur une planète gigantesque offrant des environnements ultra réalistes et variés, faites sortir de terre les villes les plus impressionnantes (…) Gérez tel un super maire les aspects décisifs du développement de vos cités : l'économie, l'urbanisme, l'énergie, les transports, les loisirs et bien sûr la politique sociale » !!
http://www.citiesxl.com/index.php?option=com_content&task=view&id=796&Itemid=126

Journées mondiales « zéro expulsion »

http://fre.habitants.org/campagne_zero_expulsion/journees_mondiales_expulsions_zero_2009

« La revanche de la Datar » (?)
Acte I : 1963, sous le général de Gaulle, la Datar est créée
Acte II : 2006, sous l'impulsion d'un certain N. Sarkozy, on passe de la Datar à la Diact
La Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) s'est substituée à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) à compter du 1er janvier 2006.
Décret N° 2005-1791 du 31 décembre 2005 (pris par un certain… Nicolas Sarkozy)
http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=2438D7543F2C46EC370381421C5443ED.tpdjo17v_3?cidTexte=LEGITEXT000006053108&dateTexte=20091011
Acte III : 2009 on revient, de la Diact à la Datar !
Michel Mercier, le ministre au si curieux ministère, nous a annoncé sa politique mais (surtout ?) a annoncé le retour de la Datar qui renaît sur les cendres de la jeune Diact qui avait pris sa place (et son nom) il n'y a même pas quatre ans…

Evènements / manifestations

5 octobre – Journée mondiale de l'Habitat
Organisée par UN-Habitat (organisation où les français ne sont pas absents)
Même Barack Obama, (savait-il qu'il serait le lauréat du Nobel de la Paix ?) y a délivré un message

http://www.unhabitat.org/categories.asp?catid=588

http://www.un.org/fr/events/habitatday/

10 et 11 octobre – (France)
Une clé pour les mal logés
Les équipes Habitat et Humanisme se mobiliseront dans une vingtaine de ville en France autour d'animations festives et symboliques, pour rappeler le droit de tous à vivre dans un logement décent.

http://www.habitat-humanisme.org/national/actualites/week-end-cle-contre-le-mal-logement-les-10-et-11-octobre-2009

15 au 18 octobre – Eysines (33)
Ateliers thermographie, empreinte écologique. Tables rondes sur le bilan carbone, sur comment construire autrement…



http://www.mairie-eysines.fr/default.asp?IDPAGE=215&cnf=1|9D794B3A

24 octobre – (partout en France, la nuit)
Pour sensibiliser le grand public à la pollution lumineuse comme à la protection de la biodiversité nocturne et du ciel étoilé. Manifestation soutenue, notamment, par les « éco maires »
http://www.jourdelanuit.fr/
http://www.ecomaires.com/index.php?id=57&tx_ttnews[tt_news]=245&tx_ttnews[backPid]=1&cHash=0af1e7b424

1er décembre – Paris
Remise des prix au Palais Bourbon des 19èmes Trophées Eco Actions organisés par les « éco maires »
http://www.ecomaires.com/fileadmin/user_upload/pdf/TROPHEES09_SEPT_VERSION_FINALE__2_.pdf

10 et 11 décembre – Bruxelles (Europe)
Conférence annuelle « Polis » sur le thème « Mobilités urbaine et régionale débloquer le potentiel d'innovation économique et environnemental »
Polis est un réseau regroupant les principales villes et régions européennes qui oeuvrent ensemble au développement de technologies et de politiques innovantes dans le domaine du transport local.
http://www.polis-online.org/index.php?id=487

INFO : le module permettant de souscrire gratuitement en ligne un abonnement d'essai a été l'objet d'un incident technique ; merci de vous ré-inscrire, le cas échéant, en suivant ce lien http://hcl.inventaires.fr

HCL Publications, RCS Créteil 512 025 578 - 31, rue de Villeneuve - 94370 Sucy-en-Brie
Directeur de publication : Guy Lemée
Courriel : hcl@inventaires.fr
Site Internet dédié (bientôt opérationnel) : http://hcl.inventaires.fr
© 2009 ® Habitat & Collectivités locales - Tous droits réservés
La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.